



Assemblée générale

Distr. générale
11 juillet 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Point 108 b) de la liste préliminaire*

Questions de politique macroéconomique :

Système financier international et développement

Architecture financière internationale et développement, y compris le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés

Rapport du Secrétaire général**

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	2
II. Évolution récente des flux financiers et des transferts nets de ressources	4–25	2
III. Réforme de l'architecture financière internationale	26–67	9
A. Normes et codes internationaux	30–36	10
B. Régime de change et des mouvements de capitaux	37–40	12
C. Surveillance multilatérale et suivi	41–52	13
D. Modalités et conditions de l'aide internationale	53–61	16
E. Participation du secteur privé à la prévention et au règlement des crises	62–67	17
IV. Conclusion : coopération internationale et mondialisation	68–80	19

* A/56/50.

** Le présent rapport a été soumis après le 3 juillet 2001 car les consultations prévues au paragraphe 26 de la résolution 55/186 de l'Assemblée générale ont duré une semaine de plus que prévu en raison de l'absence de certains.

I. Introduction

1. Le présent rapport a été préparé pour donner suite à la résolution 55/186 adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 2000 et a été rendu possible grâce aux analyses et à la coopération de divers organes du système des Nations Unies, dont le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, les commissions régionales et notamment la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la CNUCED, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ainsi que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale¹.

2. Le présent rapport est complété par deux additifs comme demandé par l'Assemblée générale, l'un, préparé par le PNUD, consacré à la stabilité financière internationale en tant que bien public mondial, et l'autre, préparé par la CNUCED, consacré aux activités destinées à encourager les flux de capitaux privés à long terme pour le développement. Il constitue une étude complète, mais peut également être considéré comme une mise à jour du rapport de 2000².

3. La section II du présent rapport récapitule brièvement l'évolution récente de la situation en ce qui concerne les transferts nets de ressources vers les pays en développement, tandis que la section III passe en revue les principales préoccupations et les principales mesures prises en rapport avec les thèmes abordés par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/186. En conclusion, la section IV cherche à intégrer davantage les différents éléments d'une nouvelle architecture financière internationale dans le cadre du processus qui débouchera sur la Conférence des Nations Unies pour le financement du développement, qui devrait se tenir à Monterrey (Mexique) du 18 au 22 mars 2002.

II. Évolution récente des flux financiers et des transferts nets de ressources

4. Le montant global des « ressources » financières transférées par les pays en développement considérés comme un groupe vers d'autres pays s'est élevé, selon les estimations, à 170 milliards de dollars³ en 2000, soit environ 60 milliards de plus qu'en 1999, année où ils avaient déjà progressé d'environ 75 milliards de dollars par rapport à 1998 (voir tableau 1). De fait, depuis le milieu des années 90, il n'y a plus véritablement de transferts financiers nets en faveur des pays en développement. L'augmentation des sorties nettes observée en 2000 tient à la fois à des facteurs positifs (un moindre besoin de financement de la part des pays exportateurs de pétrole, qui ont bénéficié de l'envolée des cours) et négatifs (de nombreux pays en développement sont engagés dans un processus d'ajustement qui se traduit par une faible croissance, des remboursements de dettes et une faible demande effective de ressources extérieures) pour les pays en développement.

5. Au niveau régional, c'est en Asie occidentale que la situation a le plus évolué du fait de la forte augmentation des recettes pétrolières qui ont été largement supérieures aux besoins de financement des importations et ont donc permis une accumulation des réserves en devises. En revanche, les transferts nets en provenance des pays d'Asie de l'Est et du Sud ont sensiblement diminué en 2000, la forte reprise économique se traduisant par un accroissement des importations et une diminution des sorties de capitaux. En ce qui concerne l'Amérique latine et les Caraïbes, les sorties nettes ont été légèrement positives en 2000, principalement en

sorties nettes ont été légèrement positives en 2000, principalement en raison de la vigueur des exportations de pétrole et de biens manufacturés de certains pays mais également, dans une certaine mesure, des difficultés d'accès de l'Argentine aux marchés internationaux des capitaux vers la fin de l'année.

Tableau 1
Transfert net de ressources financières vers les pays en développement, 1993-2000

(En milliards de dollars)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 ^a
Pays en développement	66,2	34,3	39,9	18,5	-5,7	-35,2	-111,2	-169,8
Afrique :	2,5	5,1	6,0	-5,1	-3,3	17,0	6,3	-14,5
Afrique subsaharienne (hors Nigeria et Afrique du Sud)	19,2	3,7	10,1	12,2	12,9	13,1	16,4	15,8
Asie de l'Est et du Sud	10,0	1,9	22,9	24,6	-28,1	-127,7	-125,8	-102,9
Amérique latine et Caraïbes	14,7	18,1	-1,6	-1,3	20,8	42,0	7,9	-1,6
Asie occidentale	39,0	9,2	12,6	0,2	4,9	33,5	0,4	-50,8
Pour mémoire :								
Pays pauvres très endettés (PPTE)	13,0	10,7	11,8	11,9	13,6	16,5	12,8	9,2

Source : *La situation économique et sociale dans le monde, 2001* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.II.C.1, à paraître), tableau II.4, sur la base de données du Fonds monétaire international.

^a Estimations préliminaires.

6. En ce qui concerne l'Afrique, les entrées nettes de ressources financières sont devenues négatives en 2000 du fait d'une hausse des recettes d'exportation de plusieurs grands pays exportateurs de pétrole. Elles sont restées à peu près stables, dans le cas des pays d'Afrique subsaharienne importateurs de pétrole où elles serviraient à couvrir les déficits de la balance des paiements, alors que les flux à destination des pays pauvres très endettés (PPTE) n'avaient pas été aussi faibles depuis plusieurs années.

7. On constate la même évolution pour les flux financiers à destination des pays en développement qui ont diminué, qu'il s'agisse des flux privés comme des flux publics (voir figure 1).

Flux privés

8. En 2000, les flux financiers privés ont diminué en raison d'une plus grande réticence des investisseurs face aux risques provoquée par le fléchissement des cours en bourse, notamment des valeurs relativement spéculatives au second semestre, et la crainte de plus en plus largement répandue d'un ralentissement de l'économie mondiale. Cette nouvelle attitude des investisseurs a entraîné un accroissement de l'écart entre le taux de rendement des obligations émises par le Trésor des États-Unis, instrument de référence des titres ne présentant aucun risque, et les obligations émises sur les marchés émergents, en particulier d'Asie du Sud et de l'Est au premier semestre de 2000 et d'Amérique latine au second semestre, dans ce dernier cas

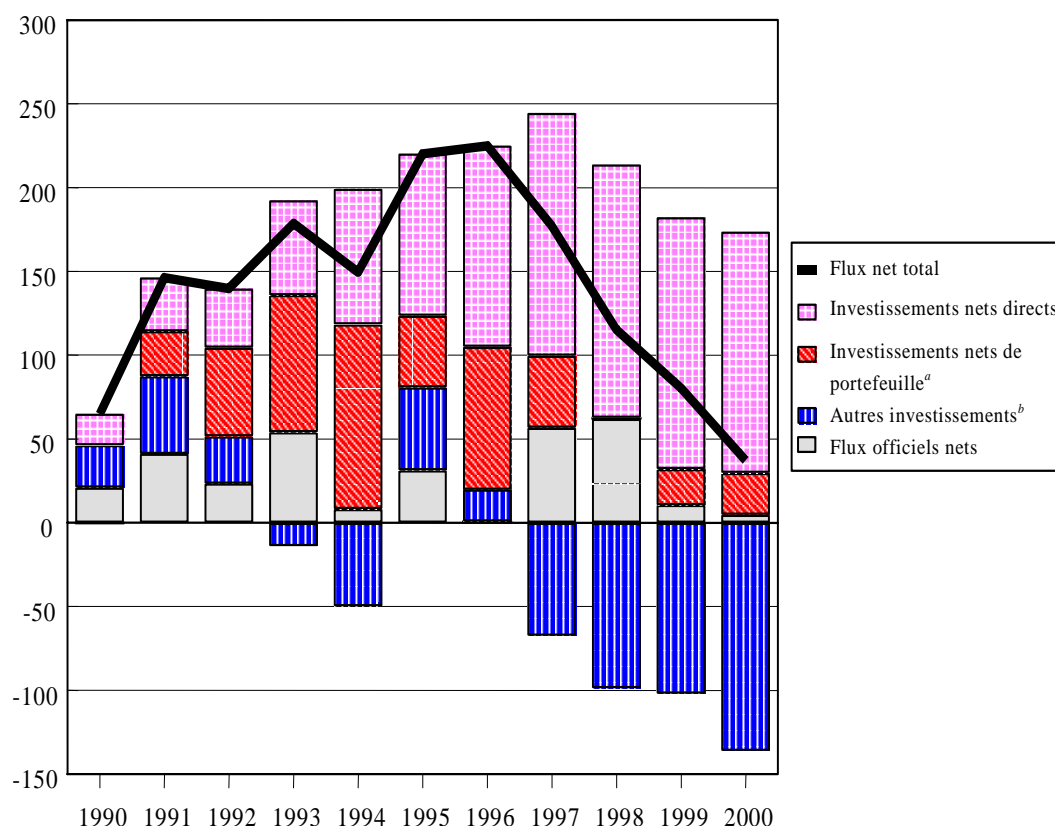
pour une large part en raison des difficultés de plus en plus grandes que connaissait l'Argentine (voir figure 2).

9. Après plusieurs mois d'incertitude, la baisse de confiance des investisseurs a pris fin à la mi-2001, quand l'Argentine et la Turquie, elle aussi menacée par une crise financière, ont reçu sous l'impulsion du FMI une assistance à l'appui de nouveaux programmes d'ajustement. Cependant, l'incertitude qui persistait toujours quant aux perspectives de croissance de l'économie mondiale continuait d'influencer les investisseurs, d'autant plus que certains signes indiquaient que les programmes mis en place pour l'Argentine et la Turquie risquaient de ne pas se dérouler comme prévu.

Figure 1

Flux financiers nets vers les pays en développement et en transition, 1990-2000

(En milliards de dollars)



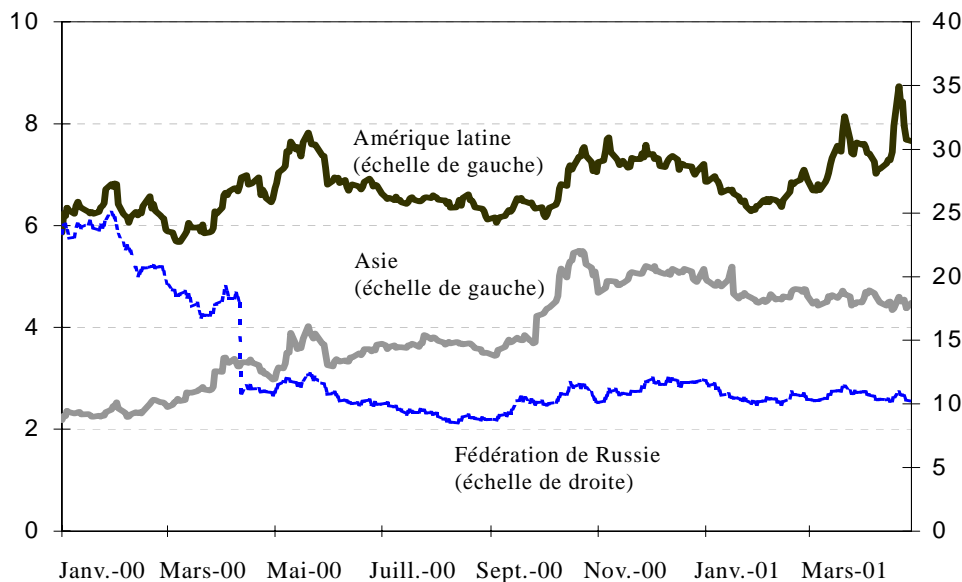
Source : *La situation économique et sociale dans le monde, 2001* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.II.C.1, à paraître), figure II.3, sur la base de données du Fonds monétaire international.

^a Y compris les créances en portefeuille et les actifs.

^b Y compris les prêts bancaires à court terme et à long terme. Peut également comporter certains flux officiels en raison d'une ventilation insuffisante des données.

Figure 2
**Rendement des obligations sur les marchés émergents,
 3 janvier 2000-30 avril 2001**

(En points de pourcentage)



Source : JP Morgan Co, New York.

10. Comme les années précédentes, les flux de crédit privé à destination des pays en développement et en transition ont été marqués en 2000 par une nette réduction des engagements des banques commerciales étrangères et une stagnation des entrées nettes de crédits non bancaires (principalement obligataires). Les prêts bancaires internationaux ont encore diminué, les pays d'Asie victimes de la crise ont continué d'effectuer des remboursements importants, la demande de nouveaux crédits extérieurs est restée peu soutenue (c'est également vrai des pays exploitants de pétrole, mais pour des raisons différentes), et l'accès de l'Argentine et de la Turquie aux marchés internationaux des capitaux est devenu plus difficile. Ces différents facteurs ont eu une conséquence positive, à savoir une réduction du ratio moyen d'endettement pour un certain nombre de pays. En revanche, le coût des emprunts sur les marchés internationaux des capitaux reste élevé depuis la mi-2000, et ce en dépit d'une baisse sensible des taux d'intérêt dans les pays développés.

11. Les investissements étrangers directs (IED) vers les pays en développement et en transition se sont stabilisés en 2000 mais ont continué de représenter l'essentiel des flux financiers privés⁴. Les investissements dans les fusions et acquisitions transfrontières en Asie ont diminué en raison de la fin des ventes d'actifs dans les pays les plus durement touchés par la crise financière de 1997-1998 et si les pays procédant à de vastes programmes de privatisation, tels que le Brésil, le Pérou et la Pologne, ont attiré d'importants investissements directs, les investissements dans de nouvelles capacités de production n'ont guère augmenté. Les principaux destinataires étaient toujours les pays à revenu intermédiaire d'Asie et d'Amérique latine et les investissements directs dans les économies en transition ont encore augmenté. Les flux à destination de l'Afrique ont globalement diminué, mais certains pays

dont l'Égypte, l'Afrique du Sud et la République-Unie de Tanzanie ont enregistré une hausse sensible des investissements. Les investissements étrangers directs en 2000 ont principalement concerné les secteurs des ressources naturelles et de l'infrastructure.

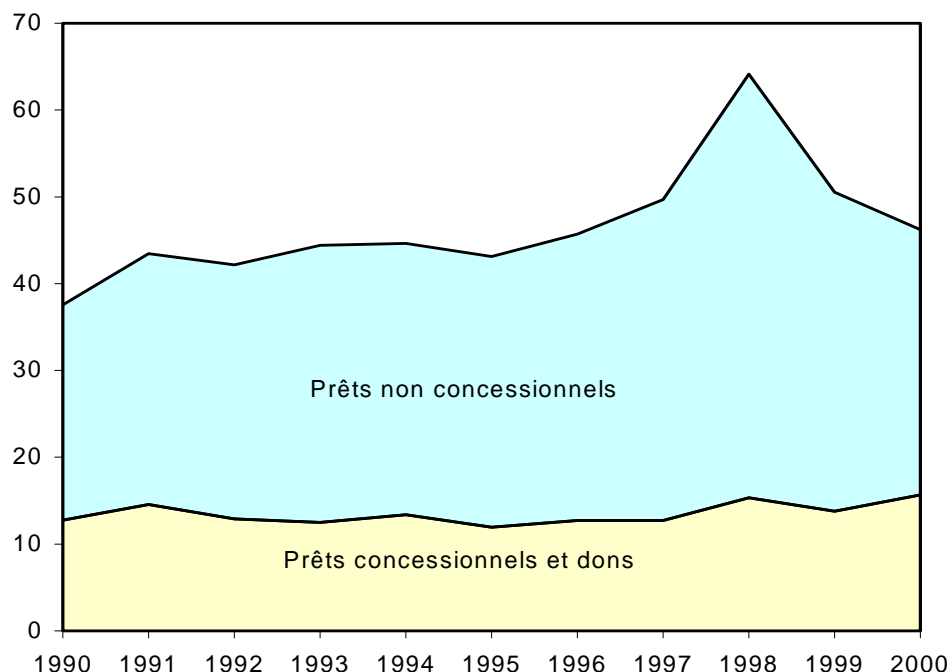
12. On a assisté au second semestre de 2000 à un vaste mouvement de désengagement de la part des investisseurs internationaux, qui se sont débarrassés de leurs investissements de portefeuille dans les pays en développement et en transition. Alors qu'au début de l'année d'importants capitaux s'étaient investis sur les places boursières des marchés émergents, le solde sur l'ensemble de l'année n'a été que légèrement positif. Le repli des valeurs boursières sur les marchés des pays émergents a suivi celui observé dans les pays développés, lui-même déclenché par une révision à la baisse des perspectives des sociétés du secteur des technologies de l'information. Les préoccupations de plus en plus grandes quant aux perspectives de croissance des pays en développement alors que l'économie mondiale se ralentissait n'ont fait qu'accentuer le mouvement. Partout dans le monde les places boursières étaient à nouveau fortement en recul au premier trimestre de 2001, et n'ont commencé à se stabiliser et à montrer les premiers signes de reprise qu'au deuxième trimestre.

Flux officiels et allègement de la dette

13. La contraction des flux officiels en 2000 (voir figure 1) s'explique par la diminution constante de l'aide d'urgence pour les pays victimes d'une crise financière. Cette diminution a été particulièrement marquée dans le cas du FMI, puisque pour la deuxième année consécutive les remboursements nets aux fonds effectués par les pays en développement et en transition se sont élevés à environ 10 milliards de dollars⁵. De même, la baisse de 8 %, à prix et taux de change constants, des engagements totaux (prêts et dons) des institutions multilatérales de développement, qui sont revenus à 42 milliards de dollars, s'explique pour une large part par l'arrivée à terme des prêts d'urgence qui avaient été en forte augmentation⁶. Sur ce total toutefois, les engagements concessionnels ont légèrement augmenté en 2000 alors qu'ils avaient diminué en 1999. De fait, alors que les fonds non concessionnels des organismes multilatéraux de développement, principalement les banques de développement, ont fluctué pendant les années 90, les engagements multilatéraux concessionnels sont pour l'essentiel restés constants (voir figure 3).

Figure 3
Engagement de ressources multilatérales, 1990-2000

(En milliards de dollars de 1990)



Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, sur la base d'informations communiquées par diverses organisations.

14. Les ressources pour les programmes concessionnels multilatéraux proviennent pour une large part de l'aide publique au développement (APD), qui sert également à financer l'assistance financière et la coopération technique bilatérales. L'APD totale des États membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a diminué de 1,6 % à prix et taux de change constants en 2000⁷. L'aide publique au développement des pays membres du CAD est revenue à 0,22 % de leur produit national brut (PNB) combiné en 2000 contre 0,24 % en 1999, soit très sensiblement moins que l'objectif de 0,7 % recommandé par diverses instances des Nations Unies.

15. La baisse de l'APD observée en 2000 s'explique notamment par la diminution de 18 % de la contribution du principal donateur, à savoir le Japon, en raison de l'arrivée à terme des contributions exceptionnelles qui ont fait suite à la crise financière asiatique. Parallèlement, les contributions du Royaume-Uni et de plusieurs autres pays ont augmenté. Il est difficile de dire si l'APD totale recommencera à augmenter, étant donné que les perspectives en ce qui concerne les contributions de certains des principaux donateurs sont peu claires. Les efforts mesurés par le rapport APD/PNB varient très sensiblement d'un pays à l'autre et l'un des principaux moyens d'accroître l'APD totale consisterait à obtenir une nette augmentation de la part de nombreux pays donateurs. Relever ce défi constitue un élément particulièrement important des efforts entrepris pour atteindre les objectifs de développement pour 2015, tels qu'ils figurent dans la Déclaration du Millénaire, et notamment accroître l'APD en faveur des pays les moins avancés⁸.

16. De plus, les donateurs ont consacré une part croissante de l'APD au financement de biens collectifs mondiaux⁹. Si celui-ci est essentiel, il ne devrait pas se faire aux dépens de l'APD¹⁰ et il importe donc de rechercher d'autres sources et mécanismes.

17. Étant donné que le service de la dette extérieure se traduit fréquemment par une ponction très importante sur le budget et les revenus, et donc par une diminution des ressources disponibles pour le développement et la lutte contre la pauvreté, il est essentiel de poursuivre l'application de l'Initiative renforcée en faveur des PPTE si on veut atteindre les objectifs fixés dans la Déclaration du Millénaire. Il est généralement admis que pour accroître sensiblement les transferts nets de ressources financières à cet effet, les allègements officiels de la dette ne doivent pas se faire au détriment de l'APD mais au contraire être complétés par un accroissement de l'APD, principalement sous forme de dons et de prêts hautement constitutionnels.

18. Au 31 décembre 2000, 22 pays avaient atteint le « point de décision » dans le cadre de l'Initiative renforcée pour les PPTE et un vingt-troisième (le Tchad) avait atteint ce point en mai 2001 ce qui lui permettait de bénéficier d'un allègement intérimaire. Début juin 2001, seuls l'Ouganda et la Bolivie avaient atteint le « point d'achèvement », permettant d'obtenir un allègement intégral¹¹. Lorsque leurs programmes seront terminés, les 22 pays recevront environ 34 milliards de dollars sous forme d'allègement de la dette, soit les deux tiers des ressources nécessaires pour tous les pays concernés par l'Initiative. Combiné aux allègements traditionnels et aux annulations bilatérales, l'allègement total au titre du service de la dette devrait être de 53 milliards de dollars. L'Initiative renforcée se traduira par une réduction de moitié, soit 20,3 milliards de dollars en valeur actuelle nette, de l'encours de la dette des 22 pays qui représentera alors en moyenne 126 % de leurs recettes d'exportation, ce qui est toujours relativement élevé mais comparable à celui d'autres pays en développement. Les paiements au titre du service de la dette seront réduits d'environ un tiers.

19. Il reste cependant plusieurs obstacles à une mise en oeuvre rapide de l'Initiative PPTE, et en particulier le faible niveau de financement du Fonds fiduciaire, les contributions bilatérales versées ne représentant qu'un peu plus du tiers des engagements à la fin mars 2001. Pratiquement tous les créanciers multilatéraux se sont engagés à fournir un allègement intérimaire aux pays atteignant le point de décision. Le FMI devrait vendre hors marché une partie de ses réserves d'or pour un montant d'environ 800 millions de dollars ce qui devrait lui permettre de couvrir ses engagements au titre de l'Initiative. Les allègements de la dette sont également financés au fur et à mesure par les pays donateurs et les institutions internationales sous forme de réduction des obligations au titre des services de la dette à l'égard de la Banque mondiale et des banques régionales de développement. Il est donc essentiel pour le bon fonctionnement de l'Initiative que les contributions au Fond fiduciaire soient reçues plus rapidement.

20. Il est également nécessaire d'accélérer la mise en oeuvre d'un programme d'allègement de la dette pour les PPTE qui sortent d'un conflit. Le programme d'assistance d'urgence postconflit du FMI devrait y contribuer¹². Il serait également souhaitable d'appliquer l'Initiative PPTE renforcée de manière souple, en tenant compte des résultats passés de chaque pays concerné en matière de politique macroéconomique et de réforme institutionnelle.

21. La viabilité du niveau cible fixé en ce qui concerne l'endettement résiduel des pays bénéficiant de l'Initiative PPTE a également suscité des préoccupations. Certains des pays concernés connaissent depuis longtemps une forte détérioration de leurs termes de l'échange. Étant donné qu'il n'en a pas été tenu compte dans le calcul de leurs recettes d'exportation et de leurs recettes publiques futures, il est possible qu'ils puissent retomber dans un endettement non tolérable¹³. Ils auront alors besoin d'une assistance supplémentaire suffisante, de préférence sous forme de dons, pour pouvoir effectivement sortir de la crise de la dette.

22. Outre les PPTE, dont les besoins sont particuliers, de nombreux autres pays en développement et en transition connaissent un endettement excessif et/ou un grave déséquilibre entre leurs besoins de financement et la structure des échéances de leur endettement, ce qui les rend vulnérables à une brusque détérioration de facteurs économiques intérieurs ou internationaux. L'amélioration de leurs systèmes de gestion de la dette peut contribuer dans une large mesure à atténuer ce problème.

23. Étant donné que la plupart de ces pays ont accès aux marchés internationaux des capitaux, ils ont contracté des obligations aussi bien à l'égard de créanciers privés que de créanciers officiels. S'il est admis que le règlement de la crise de la dette de ces pays passe par une restructuration de leur endettement, certains effets d'une telle restructuration sont préoccupants, à commencer par le « risque moral », c'est-à-dire le fait que les créanciers privés sont incités à prendre des risques excessifs (voir sect. III.E). En outre, il est possible que les allègements accordés se traduisent par une réduction des ressources multilatérales disponibles pour d'autres pays en développement.

24. Étant donné que la restructuration de la dette bilatérale officielle intervient dans le cadre du Club de Paris, il est nécessaire d'élaborer en permanence des principes plus clairs et des mécanismes plus transparents pour régler le problème de la dette à l'égard des créanciers officiels. De plus, il faudrait encourager davantage l'ensemble des créanciers bilatéraux à participer pleinement aux négociations.

25. Comme les créanciers privés ont fréquemment sous-estimé les risques associés à leurs décisions de prêts, la communauté internationale cherche à les faire participer aux règlements des futures crises. Les mécanismes nécessaires, et notamment la coordination entre créanciers privés et publics, sont examinés dans diverses instances (voir sect. III.E).

III. Réforme de l'architecture financière internationale

26. À la suite de la crise asiatique, un consensus s'est rapidement dégagé quant à la nécessité d'atténuer l'instabilité excessive de l'activité économique et financière internationale ou d'en limiter les conséquences. À la fin des années 90, il existait un large accord quant aux conditions à mettre en place à cet effet, aussi bien dans les pays exportateurs que dans les pays importateurs de capitaux, notamment un environnement macroéconomique sain et stable et des systèmes financiers solides et fonctionnant de manière satisfaisante.

27. Nombre des éléments nécessaires pour créer ces conditions font l'objet d'un très large consensus, et une grande partie des conclusions générales sur lesquelles a débouché la réflexion engagée au cours des dernières années a donné lieu à des politiques et des mesures concrètes. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de diffé-

rends, mais les décideurs du monde entier sont dans l'ensemble parvenus à la même conclusion quant aux politiques à mettre en oeuvre dans divers domaines, et la priorité est maintenant donnée à l'application effective de ces politiques, l'évaluation de leurs effets et leur affinement. Les principales institutions financières internationales ont également réévalué leurs pratiques afin d'intervenir plus efficacement. Il reste encore, notamment, à mieux intégrer les points de vue et les besoins de tous les pays en vue de poursuivre l'élaboration de la nouvelle architecture financière internationale.

28. Le fait que l'on soit désormais passé au stade de l'application effective des conclusions signifie que la fourniture d'une assistance technique adaptée aux besoins de chaque pays est désormais un facteur essentiel du succès de la réforme de l'architecture financière internationale car aucun pays ne doit être ignoré par les efforts déployés pour renforcer la capacité de résistance des systèmes financiers partout dans le monde. Il importe donc à la fois de renforcer la coopération entre différents acteurs multilatéraux et bilatéraux et de mobiliser des ressources additionnelles pour pouvoir répondre à la demande importante et en augmentation d'assistance technique.

29. Des progrès importants ont certes déjà été réalisés, mais il ne faut pas pour autant relâcher les efforts. Les crises qu'ont récemment connues l'Argentine et la Turquie, bien que brèves, sont là pour nous rappeler clairement qu'il reste encore beaucoup à faire. En outre, les décideurs doivent être prêts à faire face à toute perturbation éventuelle du système financier et de l'économie réelle qui pourrait être provoquée par les déséquilibres qui se sont accumulés tout au long de la longue phase récente d'expansion économique.

A. Normes et codes internationaux¹⁴

30. L'un des objectifs essentiels de la stratégie de réforme de l'architecture financière internationale consiste à élaborer des normes et des codes internationaux de bonne pratique et à en promouvoir l'application la plus large possible de façon à encourager les pays à renforcer leurs systèmes de politique financière et macroéconomique. Ces normes et codes portent principalement sur des domaines tels que la transparence de l'action des pouvoirs publics, le contrôle du secteur financier, le gouvernement d'entreprise et la mise en place de cadres juridiques et institutionnels appropriés.

31. Ils sont élaborés par des organes spécialisés, dont la composition varie de l'un à l'autre. Certains l'ont été par le FMI (par exemple ceux concernant les statistiques financières et la transparence de la politique monétaire et financière) et d'autres par des organismes regroupant des pays développés (par exemple le Comité de Bâle pour ce qui concerne le contrôle bancaire ou l'OCDE pour ce qui est du gouvernement d'entreprise). Dans ce dernier cas, certains pays en développement et pays émergents ont été amenés à poser la question de savoir s'ils devraient être tenus d'appliquer des codes qui ont été élaborés sans leur participation. Pour répondre à leur préoccupation, certains organes à composition limitée ont engagé des consultations avec des pays non membres, même s'il est généralement admis que l'on pourrait faire davantage encore pour accroître la participation des pays en développement à l'ensemble du processus.

32. Le nombre de plus en plus important de nouvelles normes (environ 80 définies par divers organes) constitue un autre motif de préoccupation. Pour faire face à cette prolifération, les institutions de Bretton Woods et le Forum sur la stabilité financière ont retenu un certain nombre de normes clefs ayant un rapport direct avec la promotion de systèmes financiers sains (voir tableau 2).

Tableau 2

Normes clefs identifiées par le FMI et la Banque mondiale pour assurer l'existence de systèmes financiers nationaux sains^a

<i>Domaine</i>	<i>Normes</i>	<i>Organismes chargés de l'élaboration</i>
Diffusion des données	Normes spéciales de diffusion de données (NSDD)/Système général de diffusion des données (SGDD)	FMI
Transparence des finances publiques	Code de bonne pratique en matière de transparence des finances publiques	FMI
Transparence des politiques monétaires et financières	Code de bonne pratique pour la transparence des politiques monétaires et financières	FMI
Contrôle bancaire	Principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace	Comité de Bâle sur le contrôle bancaire
Contrôle des assurances	Insurance Core Principles (principes de base en matière d'assurance)	Association internationale des contrôleurs d'assurance
Régulation des marchés de valeurs	Objectifs et principes de la régulation des marchés de valeurs	Organisation internationale des commissions de valeurs
Systèmes de paiement	Principes de base pour les systèmes de paiement présentant une importance systémique	Comité sur les systèmes de paiement et de règlement
Gouvernement d'entreprise	Principes relatifs au gouvernement d'entreprise	OCDE
Comptabilité	Normes comptables internationales	Comité international de la normalisation de la comptabilité
Audit	Normes internationales en matière d'audit	Fédération internationale des experts comptables
Régimes d'insolvabilité et droits des créanciers	Principes et directives sur les systèmes d'insolvabilité et les droits des créanciers	Banque mondiale

Source : Fonds monétaire international, Public Information Notice No 01/17, 5 mars 2001.

^a Le Forum sur la stabilité financière a établi une liste de 12 normes clefs, dont les 11 figurent sur la liste du FMI et de la Banque mondiale. La douzième norme reprend les 40 recommandations du Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (voir <<http://www.fsforum.org/Standards>>).

33. Dans un premier temps, l'élaboration de normes et de codes internationaux a été considérée comme un moyen de regrouper les divers pays selon qu'ils respectaient plus ou moins telle ou telle règle ou réglementation type, les traînards étant « punis » par la communauté internationale ou les marchés financiers. Aujourd'hui, l'idée qui prévaut est que les normes et les codes constituent un effort volontaire entrepris en commun pour renforcer l'ensemble du système mondial, c'est-à-dire les systèmes économiques et financiers aussi bien internationaux que nationaux.

34. Les attentes quant à la façon dont tel ou tel pays applique les normes et codes internationaux doivent tenir compte de son stade de développement économique, de son marché des capitaux, de sa capacité administrative, des mesures de réforme adoptées, ainsi que de ses traditions culturelles et juridiques. Par conséquent, le degré de priorité accordé aux différentes normes, y compris aux normes clefs, variera d'un pays à l'autre. Toutefois, cette diversité en matière d'application et d'évaluation des normes ne doit pas se faire au détriment de leur universalité.

35. Les évaluations réalisées par le FMI et la Banque mondiale quant au degré d'application des normes et des codes peuvent contribuer de manière importante à l'amélioration de l'infrastructure de base nécessaire à la croissance et à la stabilité économique d'un pays. Il est essentiel qu'elles ne soient pas faites de manière mécanique, avec pour seule possibilité de conclusion « satisfaisant/non satisfaisant », mais de façon à aider le pays considéré à déterminer quels sont les normes et/ou les éléments de ces normes qui présentent le plus grand intérêt, et à les appliquer de plus en plus strictement.

36. L'application de normes n'aura de conséquences sur le coût ou la répartition des crédits ou sur l'investissement que dans la mesure où les acteurs sur les marchés en tiendront compte dans leurs décisions. Étant donné qu'elles sont souvent récentes, de nombreux acteurs ne les connaissent pas, pas plus qu'ils ne sont familiarisés avec les évaluations réalisées par le FMI et la Banque mondiale. En septembre 2000, le Forum sur la stabilité financière a donc formulé des recommandations afin de les faire plus largement connaître. Ces activités d'information, ainsi que celles menées par le FMI et la Banque mondiale, ont déjà commencé à porter leurs fruits et plusieurs institutions financières privées commencent à tenir compte des résultats des évaluations dans leur processus de prise de décisions.

B. Régime de change et des mouvements de capitaux

37. L'un des domaines de la politique financière internationale dans lequel la pratique varie sensiblement d'un pays à l'autre est celui du choix du régime de change et des mouvements de capitaux. Dernièrement, le débat concernant le régime de change approprié pour les pays en développement a principalement porté sur le fait que les pays qui choisissent d'être totalement ouverts aux flux internationaux de capitaux n'auront que deux possibilités : d'une part, un rattachement strict à une monnaie de référence, par exemple en créant une caisse d'émission ou en adoptant le dollar comme monnaie (disparition de la monnaie nationale) et, d'autre part, un taux de change flottant librement, toute solution intermédiaire étant vouée à l'échec. Cette argumentation est fondée sur le fait que toutes les grandes crises financières internationales observées depuis 1994 ont concerné des pays dont la monnaie était rattachée à une autre monnaie mais dont le taux de change était néanmoins ajustable. Depuis la crise asiatique, les pays émergents ont généralement adopté des régi-

mes de change plus souples et un petit nombre de pays ont même adopté le dollar comme monnaie nationale.

38. Il semble cependant que ces deux régimes diamétralement opposés, et en particulier le rattachement à une autre monnaie, ne conviennent que dans un petit nombre de situations. Il existe toute une gamme de mécanismes de change souples et divers degrés de liberté des mouvements de capitaux susceptibles d'assurer à la fois la stabilité et la souplesse requises compte tenu des objectifs de chaque pays en matière de croissance et de développement. Le choix du régime de change dépend non seulement du degré de liberté des mouvements de capitaux, mais également de la taille de l'économie, de la structure des échanges et de l'investissement ainsi que du stade de développement économique et financier. Étant donné que ces divers facteurs évoluent, la nature du régime de change le mieux adapté aux pays concerné évolue également.

39. Quel que soit le stade de développement, il est extrêmement important d'assurer la cohérence entre le degré d'ouverture financière et le régime de change. Si un développement financier important est associé à des contrôles moins stricts des mouvements de capitaux et à des mécanismes de change plus souples, les différentes crises survenues au cours des années 90 ont cependant montré qu'il importe de préparer le secteur financier à la volatilité qui accompagne une ouverture accrue. En outre, même les pays qui appliquaient des réglementations et des systèmes de contrôle similaires à ceux existant dans les pays industrialisés ont été touchés par des crises financières. La mise en place d'un secteur financier solide n'est donc pas suffisante à elle seule pour protéger les petites économies émergentes des conséquences de la volatilité des flux internationaux de capitaux. Pour ces pays, il pourra être nécessaire d'adopter des règles prudentielles limitant les flux de capitaux à court terme et les engagements en devises des intermédiaires financiers.

40. À l'heure actuelle, le point de vue prédominant est que pour tirer au maximum parti des possibilités de croissance et de développement tout en minimisant les risques, l'intégration dans le système financier mondial doit se faire progressivement et être soigneusement préparée. Pour faciliter cette préparation, la communauté internationale doit fournir des conseils et une assistance technique pratique en ce qui concerne les différentes étapes du développement du secteur financier, de la libéralisation des mouvements de capitaux et des modifications qu'il convient de ce fait d'apporter au régime de change.

C. Surveillance multilatérale et suivi

41. De même que les normes et les codes, la surveillance multilatérale des politiques économiques et financières nationales est un élément essentiel de l'architecture financière internationale. Elle constitue à la fois un service rendu au pays qui en fait l'objet et un bien public mondial. C'est le principal outil dont dispose la communauté internationale pour prévenir les crises. La surveillance multilatérale incombe principalement au Fonds monétaire international, mais il existe également entre groupes régionaux et sous-régionaux des arrangements de surveillance mutuelle qui la complètent utilement et qui devraient être davantage encouragés.

42. La surveillance ne se limite plus simplement aux questions traditionnelles de politique macroéconomique mais porte également désormais sur la transparence des politiques mises en oeuvre, la définition et l'application des diverses normes men-

tionnées précédemment et, de plus en plus, l'identification des facteurs de vulnérabilité intérieurs et extérieurs susceptibles d'accroître la probabilité d'apparition de crise financière, et à la réduction du poids de ces facteurs.

43. En ce qui concerne ce dernier point, une attention particulière a été récemment accordée aux marchés financiers, aussi bien nationaux qu'internationaux, et à leur rôle dans les mouvements de capitaux. En mars 2001, le FMI et la Banque mondiale ont terminé la rédaction de principes directeurs pour la gestion de la dette publique et d'un manuel pour le développement des marchés intérieurs de la dette publique. Ces deux documents devraient permettre d'aider les pays à faire face aux problèmes que peut provoquer la volatilité des flux de capitaux. En outre, le FMI a diffusé pour commentaire une première version préliminaire de principes directeurs concernant la gestion des réserves. Une version révisée, ainsi qu'un document technique sur les systèmes d'alerte rapide, devraient être prêts avant la réunion du Comité monétaire et financier international du FMI en septembre 2001.

44. En mai 1999, le FMI et la Banque mondiale ont lancé une initiative commune destinée à renforcer la surveillance du secteur financier. Leur programme d'évaluation du secteur financier a pour objectif d'identifier les points forts du système financier d'un pays donné ainsi que ses points faibles et les risques qu'il présente, puis d'aider le pays concerné à définir les mesures nécessaires et à déterminer les besoins du secteur en matière de développement et d'assistance technique.

45. Les pays retenus pour faire en priorité l'objet d'une telle évaluation sont ceux qui présentaient de l'importance pour l'ensemble du système, bien que l'évaluation soit applicable à n'importe quel pays. Les enseignements tirés des évaluations menées dans les 12 pays pilotes ont montré que l'analyse d'un secteur financier par une équipe pluridisciplinaire d'experts peut dégager des informations importantes quant aux faiblesses d'un système financier national. De ce fait, aussi bien les pays développés que des pays en développement se sont montrés très intéressés par une participation au programme, qui est volontaire. Une fois la phase pilote terminée, celui-ci devrait concerner environ 25 pays chaque année.

46. Outre ce programme, qui concerne les marchés nationaux, plusieurs initiatives destinées à améliorer la compréhension ainsi qu'à renforcer la surveillance des marchés mondiaux des capitaux et à renforcer la capacité de réaction face aux problèmes systémiques liés au développement de ces marchés ont été engagées. Pour aller plus loin encore dans ce domaine, le FMI a décidé en mars 2000 de créer un nouveau Département des marchés internationaux de capitaux et a développé ses contacts avec les intervenants sur ces marchés par l'intermédiaire de son nouveau Groupe consultatif sur les marchés de capitaux. Ces différentes initiatives ont contribué au renforcement des marchés financiers des pays importateurs de capitaux en réduisant la volatilité des fonds à la source.

47. Des progrès ont également été enregistrés en ce qui concerne l'application des recommandations figurant dans les rapports des trois groupes de travail – sur les institutions financières à fort coefficient d'endettement, sur les flux de capitaux et sur les centres financiers extraterritoriaux – créés par le Forum sur la stabilité financière. Depuis la publication de ces trois rapports en mars 2000, certains centres financiers extraterritoriaux ont pris des mesures pour renforcer leurs pratiques en matière de contrôle, de réglementation, de coopération et d'information. Certains ont également engagé, en coopération avec le FMI, des programmes d'évaluation volontaire de respect des normes applicables et adopté des mesures pour assurer une plus

grande transparence et fournir des informations statistiques de meilleure qualité. Cependant, jusqu'à présent, tous ne se sont pas montrés prêts à appliquer les normes pertinentes. À cet égard, il importe de noter que l'activité financière représente la principale source de recettes budgétaires pour plusieurs d'entre eux et que, s'ils adoptaient les normes internationales, ils perdraient probablement de leur intérêt et, par voie de conséquence, verraient leurs recettes diminuer. Ils ont donc besoin d'une assistance pour mettre en place des structures économiques plus diversifiées.

48. En ce qui concerne les institutions financières à fort coefficient d'endettement, des améliorations ont été enregistrées pour ce qui est de la gestion du risque de contrepartie et du contrôle des banques qui prêtent à ces institutions. Par ailleurs, en février 2001, un groupe de 16 grandes banques commerciales et d'investissement internationales ont publié, concernant les activités sur les marchés des changes, un ensemble de principes afin de répondre à nombre de préoccupations suscitées par des pratiques susceptibles de perturber la dynamique des marchés dans les petits pays et les pays de taille intermédiaire. Toutefois, peu de progrès ont été jusqu'à présent réalisés en ce qui concerne la publication obligatoire d'informations et les banques ainsi que les autorités nationales de réglementation doivent donc poursuivre leurs efforts en ce sens.

49. Les efforts destinés à accroître la transparence des opérations financières transfrontières n'ont pas concerné que les centres financiers extraterritoriaux et les institutions financières à fort coefficient d'endettement. En avril 2001, le Comité de Bâle a publié les résultats d'une étude de deux ans sur les pratiques en matière de communication des résultats des banques actives au plan international. La principale conclusion de ce rapport est que, si des progrès notables ont été réalisés ces dernières années afin d'améliorer la qualité des informations publiées et leur degré de précision, les pratiques n'ont pas évolué aussi rapidement que la façon dont les banques mènent leur activité et mesurent leurs risques. On en est donc amené à se poser la question de savoir quels types d'informations les banques devraient mettre à la disposition des intervenants qui achètent et vendent des instruments financiers libellés en différentes monnaies, sans nécessairement revoir la distinction entre informations publiques et informations confidentielles.

50. Le processus de consolidation financière auquel on assiste actuellement a notamment donné naissance à des institutions financières d'un tel poids et d'une telle complexité que leur faillite éventuelle serait peut-être susceptible de remettre en cause la stabilité du système financier international. Pour répondre à cette préoccupation, le Forum sur la stabilité financière, les ministres des finances et les gouverneurs de banques centrales du Groupe des 10 et le Comité de Bâle ont créé en 2000 un groupe de travail chargé de revoir les modalités d'intervention au cas où une de ces institutions connaîtrait des difficultés financières. Un certain nombre de mesures préventives destinées à atténuer l'impact d'une éventuelle faillite sur d'autres participants ont été identifiées et sont actuellement examinées par diverses autorités nationales.

51. En outre, du fait de la sophistication de plus en plus grande des marchés financiers mondiaux, les informations mises à la disposition du public dans les différents pays doivent être suffisantes et dans une large mesure cohérentes, ce qui suppose une plus grande harmonisation des normes comptables.

52. D'une manière générale, des efforts significatifs ont été entrepris pour améliorer la gestion des risques des institutions financières. À cet égard, le nouvel Accord

de Bâle sur le capital, destiné à remplacer l'Accord de 1988, a suscité une attention particulière. Son principal objectif consiste à réaliser une meilleure adéquation entre les coefficients de réserves obligatoires des banques et les risques sous-jacents de l'activité bancaire et à encourager un contrôle plus efficace de la part des autorités de tutelle. Il devrait être prêt à la fin de 2001 et entrer en vigueur en 2004. S'il est largement admis qu'il représente un très important pas en avant, il convient néanmoins de poursuivre l'analyse de son impact potentiel avant de pouvoir l'appliquer, car certains craignent qu'il ne se traduise par une diminution sensible des prêts bancaires à une grande partie du monde en développement. Certains estiment également qu'il encourage les prêts « procycliques », c'est-à-dire qu'il incite les banques à accorder des prêts excessifs lors des périodes de forte croissance et à diminuer les crédits plus que nécessaires lors des périodes de récession.

D. Modalités et conditions de l'aide internationale

53. La communauté internationale considère depuis longtemps que tous les pays, même ceux dont l'économie est le mieux gérée, ont parfois besoin d'une aide financière internationale pour faire face à un problème de balance des paiements. La principale source d'aide à cet égard est le FMI, et les modalités et conditions du soutien fourni par le FMI revêtent une importance particulière pour les économies en développement et en transition qui y ont recours.

54. En novembre 2000, le FMI a apporté des modifications importantes à ses facilités de prêt à des conditions non libérales. Pour dissuader les pays de recourir à ces facilités de façon prolongée et d'effectuer des tirages excessivement importants sur les ressources du FMI, le Fonds a institué des échéanciers de remboursement indicatifs et des intérêts de pénalisation sur les encours de crédit dépassant certains plafonds dans le cadre des accords de confirmation et du mécanisme élargi de crédit (MEDC). Il a par ailleurs été décidé que ce mécanisme ne serait utilisé que dans des cas bien définis, où un financement public de longue durée apparaît souhaitable compte tenu de la situation structurelle de la balance des paiements du pays considéré et de son accès limité aux capitaux privés. De plus, quatre mécanismes peu utilisés, qui avaient été créés pour répondre à des besoins particuliers, ont été supprimés.

55. L'un des principaux aspects du réexamen des mécanismes financiers du Fonds a été la modification de la Ligne de crédit préventive, l'objet étant de la rendre plus intéressante aux yeux des utilisateurs potentiels. Cette modification a notamment consisté à rendre moins intensifs les mécanismes de suivi, à assurer une plus grande automaticité dans la mise à disposition des ressources une fois qu'un engagement était pris par le Fonds et à réduire le coût des emprunts.

56. Parallèlement, les conditions que le FMI impose pour l'utilisation de ses fonds font l'objet d'un réexamen. Il est généralement admis qu'au cours des années 90, les crédits du FMI ont été assortis, sur le plan des politiques structurelles, de conditions trop nombreuses, trop détaillées et trop restrictives pour être pleinement efficaces. Il est probable, également, qu'une conditionnalité excessive a empêché les pays de s'investir dans les programmes et a nui à la mise en oeuvre de ceux-ci.

57. L'objet de l'examen mené par le FMI n'est pas de réduire la conditionnalité, mais de la rendre plus efficace et moins contraignante, tout en favorisant l'implication des pays dans les programmes. Ainsi, la conditionnalité doit être mieux ciblée sur les politiques qui sont indispensables pour rétablir et préserver la

stabilité et la croissance au niveau macroéconomique. Les questions structurelles ne doivent être abordées que si elles sont déterminantes au regard de ces objectifs. La difficulté est de faire la part de ce qui est indispensable et de ce qui ne l'est pas.

58. Cependant, il ne suffit pas de mettre l'accent sur la situation macroéconomique pour simplifier les programmes du FMI. Très souvent, pour obtenir des résultats durables sur le plan macroéconomique, un pays doit régler des problèmes structurels qui n'entrent pas dans le champ de compétence du FMI. Dans ce cas, une collaboration plus étroite serait nécessaire, dans l'élaboration des programmes, entre le FMI, la Banque mondiale et les autres institutions internationales ayant une mission et des compétences particulières dans les domaines considérés.

59. Il conviendrait aussi, dans le cadre de l'examen de la conditionnalité, de prendre particulièrement en compte les aspects sociaux des programmes d'ajustement. L'une des priorités doit être de protéger les plus vulnérables, de même que d'atteindre les objectifs de développement internationaux. Par conséquent, les dépenses sociales, dans les domaines de la santé et de l'éducation notamment, doivent être maintenues. À cet égard, il a été proposé de procéder à une analyse des mécanismes de soutien nécessaires dans le secteur social pour chacun des programmes d'ajustement.

60. Pour compléter les activités menées par le FMI face aux problèmes de balance des paiements, de nouveaux mécanismes de financement sont progressivement mis en place au niveau régional. En mai 2000, 10 membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), auxquels s'étaient joints la Chine, le Japon et la République de Corée, ont adopté l'Initiative de Chiang Mai. Ces pays ont proposé de renforcer la coopération financière régionale en développant les facilités de swap entre leurs banques centrales. L'initiative « ANASE+3 » consiste à étendre les mécanismes de swap qui existent dans le cadre de l'ANASE et à établir un réseau d'accords de swap bilatéraux entre les pays de l'ANASE, la Chine, le Japon et la République de Corée. Les pays concernés sont par ailleurs convenus de renforcer le dialogue régional sur les politiques à suivre et les activités de coopération dans les domaines de la surveillance et du suivi, des flux de capitaux notamment. Depuis, les pays de l'ANASE se sont mis d'accord sur le nouveau mécanisme de swap élargi de l'ANASE et un consensus s'est dégagé sur le cadre général et les principes de base des accords de swap bilatéraux.

61. Les pays participants ont souligné que les accords de swap régionaux sont destinés à compléter les facilités de financement international existantes, notamment celles qui sont offertes par le FMI. L'accent a également été mis sur la cohérence et la compatibilité des instruments de coopération monétaire régionale et des facilités du FMI. En vertu de l'initiative « ANASE+3 », la mise en oeuvre des prêts représentant plus de 10 % des lignes de crédit convenues au niveau bilatéral aura lieu dans le contexte de programmes soutenus par le FMI.

E. Participation du secteur privé à la prévention et au règlement des crises

62. De l'avis général, l'obligation internationale de venir en aide aux pays en proie à des crises financières crée en soi un aléa moral, dans la mesure où les créanciers privés finissent par considérer qu'on viendra à leur secours en cas de crise et prennent par conséquent des risques excessifs en matière de crédit. Pour contrer cette

tendance, la communauté internationale demande désormais au secteur privé de participer à la résolution des crises; cette participation peut consister à reconduire des prêts arrivant à échéance ou à consentir de nouveaux prêts, ou encore à accepter le remboursement partiel de la dette dans le cadre d'une renégociation. Simultanément, pour raffermir la confiance des créanciers privés et les encourager à apporter leur soutien financier, la communauté internationale s'est efforcée de les faire participer aux activités de prévention des crises.

63. Des progrès ont été accomplis à cet égard, avec l'élaboration d'un cadre permettant d'associer le secteur privé à la prévention et à la résolution des crises. Ce cadre a été convenu lors des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale qui ont eu lieu à Prague en septembre 2000. Le principe de base est que les investisseurs et les créanciers privés doivent supporter les conséquences de leurs décisions. Par conséquent, ni les créanciers, ni les emprunteurs ne doivent s'attendre à bénéficier d'une protection totale de la part des autorités en cas d'évolution défavorable de la situation.

64. Lorsqu'un pays connaît une crise, il faut commencer par évaluer sa capacité de paiement et ses perspectives de retrouver l'accès au marché des capitaux. Dans la plupart des cas, l'effet conjugué d'apports de fonds publics, qui ont un effet d'entraînement, et d'un ajustement des politiques doit être suffisant pour permettre à un pays de retrouver rapidement son accès au marché. Cependant, dans certains cas, par exemple lorsqu'un pays a d'importants besoins de financement à court terme mais que les marchés privés lui sont fermés (c'est-à-dire qu'ils ne sont pas disposés à lui consentir des prêts) ou lorsque sa dette devient insoutenable, il faut réunir ses créanciers privés afin de les amener à mettre en oeuvre une action concertée consistant à limiter leurs demandes de remboursement immédiat et à s'entendre sur une restructuration appropriée de la dette, pour compléter l'aide publique internationale. Le cadre adopté à Prague précise également que dans certaines situations extrêmes, une suspension ou un sursis temporaire de paiement peuvent se révéler inévitables.

65. Le cadre adopté à Prague et son application en Argentine et en Turquie, de même que sa mise en oeuvre dans la restructuration de la dette souveraine de petits pays, ont permis de sensibiliser le secteur privé au fait qu'il doit désormais être impliqué dans la résolution des crises. Cependant, de l'avis général, il importe de poser en principe que la participation du secteur privé jouera un rôle central dans la gestion des crises. Il faut pour cela s'écarter davantage du modèle consistant à régler les crises cas par cas, tout en préservant une souplesse suffisante pour traiter les cas individuels et éviter des interventions trop spécifiques de la communauté internationale. Par conséquent, il convient de poursuivre les travaux sur l'élaboration et la mise en oeuvre du cadre, afin de renforcer encore la transparence et la prévisibilité des marchés.

66. À cet égard, plusieurs aspects du cadre, notamment l'évaluation de la capacité de paiement d'un pays et de ses perspectives de retrouver l'accès aux marchés, les conditions et modalités de mise en oeuvre des sursis temporaires, l'harmonisation du traitement des différents créanciers et la politique consistant à octroyer des prêts aux pays ayant des arriérés de paiement, devront être examinés plus avant. De plus, il convient d'encourager les recherches sur les mécanismes susceptibles d'améliorer les communications entre les pays débiteurs et leurs créanciers, ainsi qu'entre les organisations multilatérales et le secteur privé.

67. Bien qu'indispensable au règlement des crises, la participation du secteur privé ne doit pas se substituer à l'aide publique, mais la compléter. Des solutions reposant exclusivement sur les mécanismes du marché risqueraient d'être excessivement brutales et douloureuses. Un juste équilibre doit donc être recherché entre les programmes de financement publics et la participation du secteur privé.

IV. Conclusion : coopération internationale et mondialisation

68. Sous l'effet de l'expansion spectaculaire des échanges commerciaux, des investissements directs et des flux de capitaux à l'échelle mondiale, les changements économiques qui interviennent dans un pays donné ont de plus en plus tendance à refléter les évolutions qui se produisent à l'échelle mondiale. Du fait de cette interaction, la stabilité du système économique et financier international et sa capacité de répondre aux enjeux du développement et à la nécessité de promouvoir l'équité économique et sociale sont de plus en plus envisagées dans le contexte plus général de la gouvernance économique mondiale.

69. Dès les années 90, des voix se sont élevées pour critiquer l'importance excessive attachée, dans les recommandations multilatérales, à la réduction de l'inflation, à la libéralisation des prix et à l'ouverture des marchés aux capitaux et aux investissements étrangers. Ces recommandations, parfois présentées comme des prescriptions permettant d'asseoir l'économie sur des bases saines et d'assurer la transparence des prix, négligeaient les conditions fondamentales qui devaient être remplies sur le plan institutionnel pour que les politiques mises en oeuvre portent leurs fruits et ne tenaient pas suffisamment compte des conséquences sociales des réformes, en particulier pour les groupes les plus vulnérables. Elles faisaient également abstraction des aspects politiques de la réforme économique, à savoir qu'une certaine volonté politique est nécessaire pour garantir la mise en oeuvre des réformes.

70. Il est aujourd'hui admis que la justice sociale et la croissance économique sont non pas contradictoires, mais interdépendantes. Cette nouvelle approche suppose que tous les principaux acteurs – gouvernements, institutions multilatérales, secteur privé et organisations non gouvernementales – travaillent ensemble dans un esprit de plus grande coopération. Si l'on veut que la mondialisation profite à tous, y compris aux pays les plus pauvres et aux personnes les plus démunies, la coopération mondiale est indispensable.

71. C'est en tout premier lieu aux décideurs nationaux qu'incombe la mise en place d'un système financier international plus stable et plus respectueux du développement. Ainsi, beaucoup de pays en développement et d'économies en transition déploient des efforts considérables pour renforcer leur secteur financier et pour mener des politiques macroéconomiques rationnelles. Il convient d'encourager ces efforts.

72. Cependant, ce processus ne peut pas être à sens unique. Comme les économies en développement et en transition, les pays développés doivent respecter des impératifs d'ajustement structurel. Étant donné que les évolutions économiques intervenant dans les grands pays industrialisés ont une influence déterminante sur l'environnement économique international du développement, ces pays doivent veiller davantage à la cohérence de leurs politiques avec les objectifs et priorités de développement qu'ils recommandent et cautionnent à l'échelle mondiale. Par exemple, des raisons mondiales aussi bien que nationales militent en faveur d'une accéléra-

tion de l'ouverture des secteurs protégés des marchés aux échanges extérieurs dans les pays développés. Ceux qui revendiquent le « libre-échange » doivent faire preuve de cohérence. Or, ils hésitent souvent plus qu'ils ne le pensent et que ne le font les pays en développement et les économies en transition engagés dans des réformes à s'attaquer à des intérêts économiques qui bénéficient d'une protection particulière, au profit de l'intérêt général de la nation.

73. La gouvernance mondiale a aussi un rôle à jouer à cet égard. À mesure que l'intégration économique progresse, le rôle qui revient aux organisations internationales s'accroît. Il est indispensable que les institutions internationales soient efficaces si l'on veut que le système économique et financier mondial soit solide et stable. Il importe de renforcer et d'étendre la légitimité populaire des institutions politiques et le soutien international en faveur de l'action économique multilatérale, afin d'établir des liens politiques clairs et puissants entre les institutions multilatérales et différents groupes de pays. Pour que les instances et institutions internationales puissent mener à bien les missions qui leur ont été confiées, il faut non seulement que tous leurs membres soient représentés comme il convient, mais aussi qu'ils aient leur mot à dire dans l'élaboration des politiques et qu'ils participent comme il se doit au processus de décision. Étant donné que tous les pays doivent être assujettis aux règles mondiales, l'élaboration de celles-ci devrait reposer plus largement sur des mécanismes de participation. Chaque instance ou institution bénéficierait ainsi des points de vue de tous les pays concernés, ce qui aurait pour effet d'accroître l'efficacité des activités tout en renforçant le sentiment de responsabilité et de confiance.

74. Par ailleurs, l'accent devrait être mis sur l'amélioration de la compatibilité, de la cohérence et de la complémentarité entre différents organismes internationaux s'occupant de questions financières, commerciales et de développement. Certains mécanismes existent déjà pour assurer cette coopération et cette coordination. Néanmoins, beaucoup reste à faire pour développer et renforcer encore la cohérence et la compatibilité entre les institutions financières internationales, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation des Nations Unies et différents comités et instances. Cela devrait constituer l'une des priorités du processus de financement du développement.

75. Une coopération plus efficace entre les organismes internationaux exige une meilleure coordination au niveau national entre les différents ministères. Cette amélioration de la coordination est indispensable également pour assurer la cohérence des politiques nationales.

76. La coopération économique et financière entre groupes régionaux de pays peut compléter efficacement les activités menées à l'échelon mondial. Les groupes régionaux offrent des possibilités de consultation et de coordination sur le plan macro-économique et ils permettent de suivre l'évolution des problèmes financiers et d'administrer les programmes d'aide mutuelle, comme en témoigne l'initiative « ANASE+3 » évoquée plus haut. Les initiatives régionales peuvent aussi jouer un rôle important dans la représentation des intérêts des pays en développement auprès des institutions et instances internationales. Ainsi, les structures et les procédures des institutions mondiales pourraient avoir une assise plus large sans pour autant perdre de leur souplesse et de leur efficacité.

77. Étant donné que le secteur privé représente une part prépondérante des flux financiers internationaux, il a des responsabilités importantes et essentielles dans la

prévention et la résolution des crises. Jusqu'à présent, l'examen de la contribution du secteur privé à la stabilité économique et financière internationale a surtout visé à impliquer le secteur privé dans la résolution des crises. Ainsi qu'on l'a noté plus haut, il faut aller plus loin et l'attention se porte donc de plus en plus sur le rôle du secteur privé dans la prévention des crises.

78. À cet égard, il serait possible de développer le dialogue et d'établir des relations bilatérales actives et régulières afin d'assurer plus de stabilité aux activités du secteur privé, notamment dans les marchés émergents. Cela suppose des interactions et des partenariats beaucoup plus poussés, aussi bien au niveau national qu'à l'échelon mondial. Ce dialogue permettrait de mettre en place un cadre définissant plus clairement les rôles, les intentions et les actions des différentes parties en cause. Ainsi qu'on l'a noté plus haut, la création récente au FMI du Groupe consultatif sur les marchés de capitaux, mécanisme de dialogue avec les grandes institutions financières privées, est une initiative importante à cet égard. Les modalités d'échanges de ce type dans le domaine financier en général sont examinées dans le cadre du processus de financement du développement, lui-même à l'origine de diverses interactions entre le secteur des entreprises et les administrations publiques destinées à promouvoir la réflexion dans ce domaine.

79. Une collaboration plus étroite avec des groupes de citoyens et des organisations non gouvernementales représentant la société civile est également prévue pour renforcer les processus internationaux. La contribution de la société civile aux débats multilatéraux est jugée de plus en plus indispensable. Il est aujourd'hui manifeste qu'il est très important, pour toute action internationale, d'être acceptée par l'opinion publique mondiale. On ne peut guère s'attendre à des résultats positifs sans un soutien populaire.

80. La mondialisation de l'activité économique et financière a eu des conséquences spectaculaires pour les économies nationales, ainsi que pour les efforts déployés aux échelons intergouvernemental et multilatéral pour gérer cette mondialisation. Si l'on veut que la gouvernance mondiale soit plus efficace, il faut qu'elle s'accompagne d'échanges complémentaires et renforcés entre toutes les parties concernées. L'Organisation des Nations Unies, entre autres, doit contribuer à l'identification des questions nouvelles et des lacunes des politiques, ainsi qu'engager et faciliter un dialogue sur les politiques à suivre et la recherche d'un consensus sur les problèmes économiques et financiers et les problèmes de développement qui se posent à l'échelle mondiale. La Conférence sur le financement du développement qui doit avoir lieu au Mexique en mars 2002 donnera à l'Organisation l'occasion de jouer le rôle qui lui revient à cet égard.

Notes

¹ Les principaux rapports de ces organes contiennent des informations et des analyses plus détaillées que celles qu'il a été possible de faire figurer ici. Il s'agit de *La situation économique et sociale dans le monde, 2001* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.II.C.1, à paraître); du *Rapport sur le commerce et le développement, 2001* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.II.D.6); du *World Investment Report, 2001* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.II.D.12); des *Perspectives de l'économie mondiale, mai 2001* du FMI; et de *Global Development Finance, 2001* de la Banque mondiale.

² « Mise en place d'un système financier international stable, capable de relever les défis du développement, en particulier dans les pays en développement » (A/55/187 et Add.1 et 2).

- ³ Les données et les analyses contenues dans la présente section reposent pour une large part sur *La situation économique et sociale dans le monde, 2001*, chap. II. Les transferts nets de ressources financières consistent essentiellement en entrées nettes de capitaux moins sorties nettes de revenus d'investissement et financent la balance commerciale (pour plus de détails, voir *Étude sur l'économie mondiale, 1986* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.II.C.1), annexe III.
- ⁴ Pour plus de détail, voir CNUCED, *World Investment Report, 2001* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.II.D.12) et Nations Unies, *World Economic Situation and Prospects, 2001* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.II.C.2), chap. II.
- ⁵ Voir *La situation économique et sociale dans le monde, 2001* (à paraître), tableau A.23 et A.24.
- ⁶ Ibid., tableau A.27.
- ⁷ L'un des facteurs de ce fléchissement est une modification des définitions utilisées : le CAD ne considère plus l'assistance aux Antilles néerlandaises, à Aruba, à Gibraltar, à la Jamahiriya arabe libyenne, à Macao (Chine), aux Mariannes septentrionales, à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, à la République de Corée et aux îles Vierges britanniques comme de l'aide publique au développement. Si l'on tient compte de cette modification, l'APD totale n'a fléchi que de 0,2 % à prix et taux de change constants. Les effets de cette reclassification sont plus particulièrement manifestes en ce qui concerne l'APD de la France (voir OCDE, « Le Comité d'aide au développement publie les chiffres de l'aide publique au développement pour 2000 : des facteurs exceptionnels expliquent le recul observé », Paris, 23 avril 2001).
- ⁸ Voir Déclaration du Millénaire, résolution 55/2 de l'Assemblée générale.
- ⁹ Banque mondiale, *Global Development Finance, 2001*, Washington, 2001, p. 109 et 110.
- ¹⁰ Pour plus de détails quant à la position du Comité exécutif des Nations Unies pour les questions économiques et sociales sur cette question, voir *Towards a new aid compact*, rapport du Comité exécutif, New York, 20 juin 2001 (disponible sur <www.un.org/esa/coordination/ecesa>).
- ¹¹ Pour plus de détails, voir le rapport du Secrétaire général sur les problèmes de la dette extérieure et de service de la dette des pays en développement, y compris ceux résultant de l'instabilité financière mondiale (A/56/262). Pour une analyse détaillée des effets des allègements de la dette sur certains indicateurs d'endettement des pays concernés, voir le rapport du Comité du développement intitulé « Heavily Indebted Poor Countries (HIPC): Progress report », Washington, 19 avril 2001.
- ¹² En mars 2001, les pays éligibles à l'Initiative PPTE et réputés être en conflit armé étaient l'Angola, le Burundi, la Guinée-Bissau, le Myanmar, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, la Sierra Leone, la Somalie et le Soudan. L'Éthiopie est récemment sortie d'un conflit et a signé un accord de cessation des hostilités le 18 juin 2000 (voir également le communiqué de la session commune du Comité monétaire et financier international et du Comité du développement (Washington, 29 avril 2001), par. 10).
- ¹³ Voir Association internationale de développement (Banque mondiale) et FMI « The Challenge of Maintaining Long-Term External Debt Sustainability » (Washington, 18 avril 2001), p. 1.
- ¹⁴ Pour une analyse plus détaillée de ces questions, voir « Mise en place d'un système financier international stable, capable de relever les défis du développement, en particulier dans les pays en développement », A/55/197, par. 24 à 41.